

Emploi

L'emploi francilien bat des records en 2017

En 2017, l'emploi salarié marchand progresse de 1,9 % par rapport à 2016, grâce au secteur tertiaire marchand, intérim compris. Dans le secteur de la construction, les emplois augmentent (+ 4,4 %) pour la première fois depuis 2007. L'embellie sur le marché de l'emploi concerne tous les départements franciliens, mais dans une moindre mesure les départements des Yvelines et du Val-de-Marne.

Samuel Deheeger, Insee Île-de-France, Service études et diffusion

Fin 2017, plus de 4 millions de personnes sont salariées des secteurs marchands non agricoles en Île-de-France, soit un peu plus du quart des personnes en emploi en France hors Mayotte.

En un an, l'emploi salarié francilien a progressé de 1,9 % (80 000 emplois), contre + 1,6 % en France hors Mayotte (*figure 1*). Cette performance, inédite depuis 2008, est due essentiellement à l'embellie du secteur tertiaire marchand et au redémarrage de la construction.

Le secteur tertiaire, moteur de l'emploi salarié marchand

En Île-de-France, le dynamisme du secteur tertiaire marchand s'affirme avec une augmentation des effectifs de 1,9 % par rapport à 2016, au même rythme qu'au niveau national (*figure 2*).

L'emploi dans l'intérim continue de progresser plus vite que dans les autres secteurs tertiaires (+ 8,4 %) (*figure 3*). Il s'agit pourtant d'un ralentissement, obser-

vable depuis le deuxième semestre 2017. Le retour de la croissance incite les chefs d'entreprise à recruter en privilégiant des contrats plus longs. C'est surtout le retour de fortes créations d'emplois dans la construction qui marque l'année 2017 par rapport à 2016. En effet, ce secteur a embauché 12 000 personnes en un an. Cette croissance est portée par le retour de l'investissement des ménages en logements neufs et le maintien des taux d'intérêt bas.

Dans l'hébergement-restauration, les créations de postes s'accroissent (11 000 postes créés) et marquent le retour de l'activité touristique à des niveaux comparables à la période pré-attentats. À lui seul, le secteur des services aux entreprises fournit près de 30 000 emplois supplémentaires. La hausse est deux fois plus forte que dans l'ensemble du pays. Le dynamisme du secteur information-communication se confirme, avec une légère accélération depuis 2016. Pour la première fois depuis 2008, même l'industrie ne perd plus de postes en rythme annuel.

L'emploi progresse de nouveau dans tous les départements

En 2017, l'emploi a progressé dans tous les départements franciliens, mais de façon différente (*figure 4*). La situation est particulièrement dynamique en Seine-et-Marne avec une hausse de 4 % des emplois salariés, portée par le secteur de la construction. Dans les Yvelines et le Val-de-Marne, les progressions sont faibles (respectivement + 0,3 % et + 0,4 %). Dans les autres départements franciliens, l'évolution est conforme à la moyenne régionale. Même si l'emploi à Paris ne progresse que de 2 % par rapport à 2016, le département reste un grand pourvoyeur d'emplois dans la région, avec 25 500 créations de postes sur 78 000 en Île-de-France, soit plus de 30 %.

L'hétérogénéité du secteur tertiaire marchand et de la construction dans les différents départements explique en partie les écarts observés. Les créations de postes sont importantes dans la construction, où les travaux du Grand Paris Express contribuent aux embauches. ■

Les estimations trimestrielles d'emploi

À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acosaf et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim). La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr notamment sur les effectifs salariés. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf) en raison des écarts de champ et de concept.

Sur le champ commun, les taux d'évolutions peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Pour en savoir plus

- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Les voyants de l'économie francilienne sont au vert », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 19, avril 2018.

1 Emploi salarié des secteurs principalement marchands (en %)

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	2017 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2016/2011 (1)	
	Île-de-France	Île-de-France	France hors Mayotte	Île-de-France	France hors Mayotte
Industrie	437,6	-0,1	0,0	-1,1	-0,9
Industrie agroalimentaire	51,4	2,3	1,2	0,8	0,2
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	79,6	-0,9	-1,2	-0,1	-0,1
Biens d'équipement	71,9	-0,3	-0,2	-1,3	-1,4
Matériels de transport	71,5	-0,3	-0,1	-1,5	-1,2
Autres branches industrielles	163,2	-0,1	0,0	-1,9	-1,4
Construction	274,0	4,4	2,3	-0,3	-2,0
Tertiaire marchand	3 516,4	1,9	2,0	0,8	0,8
Commerce	705,9	0,5	0,8	0,4	0,1
Transports	365,3	0,4	0,6	0,0	0,0
Hébergement-restauration	309,6	3,7	3,4	1,3	1,1
Information-communication	400,0	2,7	3,0	0,3	0,9
Services financiers	335,9	0,7	0,4	0,1	0,5
Services immobiliers	79,0	-1,0	-0,7	0,2	0,2
Services aux entreprises	960,8	3,0	3,0	1,5	1,7
Services aux ménages	248,2	0,7	-0,2	0,9	0,7
Intérim	111,7	8,4	8,2	2,0	3,1
Total	4 228,1	1,9	1,6	0,5	0,2

Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

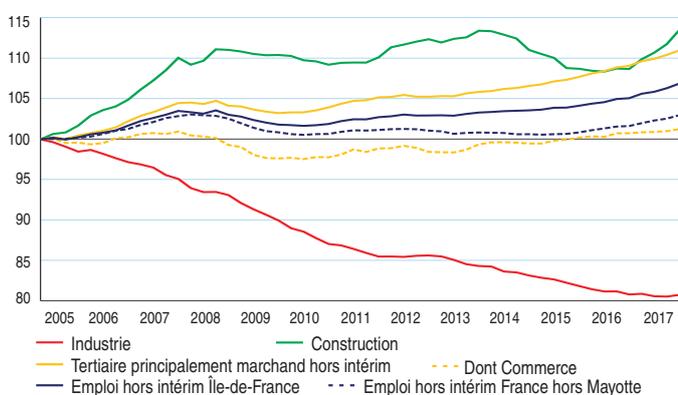
(1) Glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Île-de-France

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



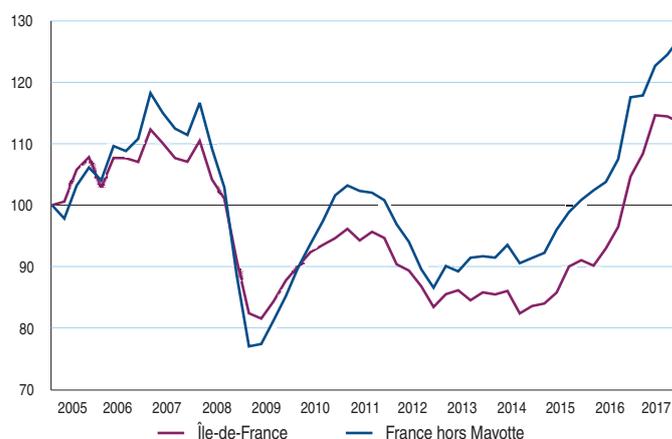
Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

3 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

4 Emploi salarié par département et par secteur (en %)

	Au 4 ^e trimestre 2017 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Paris	1 329,0	-2,6	5,4	2,1	1,2	10,2	2,0
Seine-et-Marne	326,0	0,8	6,8	4,2	2,1	14,4	3,9
Yvelines	366,8	1,0	0,2	0,2	-1,0	0,5	0,3
Essonne	311,8	-0,5	4,4	2,2	0,9	5,8	2,0
Hauts-de-Seine	852,6	-0,7	1,5	2,6	0,4	7,0	2,2
Seine-Saint-Denis	429,3	2,3	8,8	1,0	-0,6	20,3	1,9
Val-de-Marne	360,7	1,1	2,4	0,1	-0,9	12,1	0,4
Val-d'Oise	251,9	-0,8	5,8	1,9	1,4	-5,0	2,0
Île-de-France	4 228,1	-0,1	4,4	1,9	0,5	8,4	1,9

Données corrigées des variations saisonnières. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.